

Décision portant délégation de signature à M. Auguste LE VAN SUU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3470 intitulée OSU Institut Pytheas

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMS3470, intitulée *OSU Institut Pytheas*, dont le directeur est *Bruno HAMELIN* ;

Vu la décision DEC181575INSU du 23 mai 2018 portant nomination de Nicolas THOUVENY, directeur de l'unité UMS3470, intitulée « *Observatoire des sciences de l'univers – Institut PYTHEAS* », à compter du 16 février 2018 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à *M. Auguste LE VAN SUU*, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Auguste LE VAN SUU*, délégation est donnée à *Mme Stéphanie ESTOR*, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 23 mai 2018

Le directeur d'unité
Nicolas THOUVENY

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.